

AVENANT 23
A L'ACCORD COLLECTIF D'ENTREPRISE DU 28 MAI 2013 RELATIF A L'EXTENSION DU
PERIMETRE DE L'AVENANT DIT « NOA »

Le présent avenant est conclu

Entre :

- France Télévisions, Société nationale de programme, au capital de 393 281 000 euros, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 432 766 947, ayant son siège social 7 esplanade Henri de France 75907 Paris cedex 15, représentée par Isabelle CAROFF, agissant en qualité de Directrice des Ressources Humaines et de l'Organisation de France Télévisions,

D'une part

Et

- Les organisations syndicales représentatives dans l'entreprise, visées ci-dessous

D'autre part

Ci-après dénommés ensemble « les parties »

Préambule


Le 23 mars 2021, par avenant n°13 à l'accord collectif du 28 mai 2013, dit « NoA », les parties ont notamment créé l'emploi de Responsable de suivi et de conduite d'antenne au seul périmètre de .3 NoA.

Les parties ont souhaité étendre cet emploi à France 3 Corse.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Extension du périmètre du métier de « Responsable de suivi et de conduite d'Antenne »

L'emploi de « *Responsable de suivi et de conduite d'Antenne* » crée par l'avenant 13 à l'accord collectif du 23 mai 2013 au seul périmètre de .3 NoA est étendu au périmètre de France 3 Corse.

DG AM 
YR ED 1

Article 2 - Dispositions générales

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée avec les organisations syndicales représentatives de l'entreprise dans les conditions de majorité prévues à l'article L2232-12 du code du travail. Il entrera en vigueur à la date de sa signature et prend effet rétroactivement au 1^{er} janvier 2023.




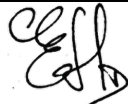
Il peut être révisé ou dénoncé dans les mêmes conditions que l'accord initial.

Conformément aux dispositions de l'article L2231-5 du Code du travail, il sera notifié dès sa conclusion à l'ensemble des organisations syndicales représentatives au niveau de l'entreprise et déposé auprès de la DREETS et auprès du secrétariat greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

De même, il sera versé dans la base de données nationale, conformément à l'article L2231-5-1 du code du travail, dans une version anonymisée.

Fait à Paris, **29 juin 2023**

En 8 exemplaires originaux

Pour France Télévisions Isabelle Caroff - DRHO	
Pour la CFDT Yvonne Roehrig, DSC	
Pour la CGT Pierre Mouchel, DSC	
Pour FO Emeline Droxler, DSC	
Pour le SNJ Didier Givodan, DSC	